

Crise financière mondiale

3 points :

- 1) La question est politique, les finances opèrent toujours dans les cadres politiques
- 2) Les États-Unis sont au centre de la crise, ils continuent d'en profiter
- 3) Il y a émergence d'un système de gouvernance globale par le G-20 mais il faut surtout penser à agir au plan national

Petit mot du début

Tout semble reparti comme avant : les spéculateurs spéculent, les banques gagnent de nouveau des montagnes d'argent et les gens ordinaires sont plus pauvres.

On n'est pas témoin d'une crise du capitalisme mais d'une crise de gouvernance et de volonté politique d'encadrer les capitalistes. On est dans des rapports de pouvoir entre des citoyens, les gouvernements et les institutions financières.

La crise

La semaine dernière, Obama a dit 2 choses pertinentes pour comprendre la situation :

1. Que les marchés peuvent se tromper, que le manque de règles peut conduire à des crises, et que nous sommes capables de nous approcher du précipice.
2. Que Wall Street n'a pas tiré de leçons de la crise financière.

En réponse au premier constat : cette crise nous permet de nous défaire, un petit peu plus encore, du mythe que les marchés fonctionnent selon une loi naturelle ou scientifique quelconque.

Pour le deuxième constat : Wall Street va continuer à défoncer les limites, c'est la nature du jeu, du capitalisme. Ce sont les gouvernements – et les populations – qui ont beaucoup à apprendre de cette crise, d'en tirer de leçons.

La question est politique, les finances opèrent toujours dans les cadres politiques

Pourquoi la crise est-elle arrivée ?

Il faut d'abord se rappeler que l'argent est un phénomène social. En réalité l'argent n'existe pas. L'argent est un concept ; il n'y a que les humains qui le rendent réel et lui donne une valeur. Il n'existe que par un consensus entre différents acteurs. Ce consensus dépend des contextes politiques, légaux et sociaux dans lesquelles il opère, c'est-à-dire l'argent et la finance dépendent des pays.

Les institutions financières s'aventurent de plus en plus dans des zones non réglementées avec des nouvelles pratiques peu connues ou peu testées. L'effondrement des hypothèques en 2007 a mis à jour un système ressemblant à de la mousse sur un cappuccino, beaucoup d'air en haut avec le café bien loin en dessous. Des nouveaux instruments financiers ont créés cette mousse. Mélangés à cette mousse se trouvent des actifs toxiques, c'est-à-dire des prêts portant beaucoup de risques qui ont été vendus et revendus à d'autres investisseurs. La crise est le dégonflement de cette mousse. L'effet est un rétrécissement du crédit disponible, pour les individus, pour les entreprises et pour les gouvernements et une récession globale.

Le problème ne réside pas dans les comportements des gens ordinaires qui ont emprunté de l'argent mais plutôt du côté d'un système qui encourage toujours plus d'emprunts.

Les institutions financières offrent de plus en plus de crédit. Pourquoi? Parce qu'il est possible de multiplier l'argent et d'en tirer encore plus de profits. Plus de mousse, plus de profits. Jusqu'à la prochaine crise.

Cette fois, il y a eu un effondrement du crédit parce que les banques ne faisaient plus confiance à personne. On ne savait plus quels étaient les bons ou mauvais investissements. Le consensus autour de l'argent et de la finance ne tenait plus. Les seules instances qui commandaient encore confiance étaient les gouvernements.

Pourquoi les gouvernements? Parce que dans un monde où la finance est devenue irréal, le cadre politique demeure l'ancrage qui peut remettre une valeur à l'argent. Seuls les gouvernements ont des moyens d'en produire plus en prenant l'argent des contribuables et/ou en vendant des bons de trésor du gouvernement.

Elizabeth Cobbett: présentation lors du Congrès de la FFQ 25 septembre 2009

Les gouvernements ont donc répondu à la crise en injectant de l'argent public afin de remettre le système de crédit en marche. L'instance politique/légale était la seule qui pouvait défendre le système monétaire après un tel effondrement.

L'argent est géré, en fin de ligne, par les instances publiques.

Les gouvernements sont donc responsables de la crise autant, sinon plus, que les institutions financières car ils offrent le cadre légal, politique et social dans lequel la finance opère.

La crise financière est une crise politique de gouvernance car nos gouvernements offrent aux institutions financières des règles qui créent d'énormes profits pour les uns et beaucoup de risques pour les autres.

Les États-Unis sont au centre de la crise, ils continuent d'en profiter

Il faut bien souligner que les gouvernements du monde ne sont pas tous responsables de la crise au même titre. La crise a commencé aux États-Unis mais elle est mondiale dans la mesure où les marchés sont de plus en plus intégrés au marché américain, par le commerce, par l'achat de la dette américaine et par l'investissement dans son économie.

Depuis près de 40 ans, les gouvernements ont permis aux institutions financières de fonctionner avec moins de règlements. Pourquoi ? En gros parce que ça permettait aux pays dominants, les États-Unis et la Grande-Bretagne, de maintenir un pouvoir mondial en étant les centres des transactions financières. Le 20^{ème} siècle est, en partie, une lutte historique entre Londres et New York pour le contrôle du pouvoir financier mondial. Et ça continue, même si maintenant il existe d'autres centres financiers importants.

Le problème auquel nous sommes confrontés est : qui aurait pu dire aux États-Unis de mettre de l'ordre dans ses institutions financières ? Qui aurait eu le pouvoir de le faire ? Personne à l'extérieur du pays; aucun autre gouvernement, aucune institution internationale!

Les États-Unis sont encore au centre du système financier mondial par l'utilisation du dollar comme réserve mondiale et par son économie qui reste la plus riche et la plus vaste du monde.

Pour les pays dits "émergents", les effets de la crise continuent à les frapper. Les États-Unis sont à l'origine de la crise et pourtant, ils reçoivent encore la plupart des investissements car

ce pays est considéré moins à risque que les autres pays touchés par cette crise. Ironie absolue.

Ceci veut dire que ces autres pays doivent composer avec deux impacts : des économies en récession (car il y a moins de demande pour leurs produits) et un manque de crédit et d'investissement pour les aider à stimuler leur économie de la même manière que les États-Unis l'ont fait.

En principe, un pays en déficit fait rapidement face aux problèmes. Pas nos voisins. Les États-Unis peuvent exporter leurs problèmes monétaires en vendant la dette du gouvernement à des pays comme la Chine, le Japon.

Pour les pays qui détiennent ces bons du trésor américain, c'est-à-dire la dette du gouvernement américain, il y a un enjeu de vouloir préserver la valeur du dollar au risque de perdre la valeur de leurs investissements. Donc, il ne faut surtout pas changer trop vite le statut quo du pouvoir américain. La dette extérieure américaine se lève à près de 80% de son PIB.

Système de gouvernance globale par le G-20

Nous avons vu, entre 1944 et 1971, un système monétaire international organisé autour du dollar américain appelé le système de Bretton Woods. L'idée principale de ce système était de donner plus de pouvoir aux états pour qu'ils prennent des décisions nationales à l'abri des pressions financières. C'était fait en rattachant une monnaie, le dollar américain à l'or. Les États-Unis devaient maintenir la valeur « réelle » de leur monnaie pour que le système fonctionne. Ce que les États-Unis ont cessé de faire en 1971.

On se demande maintenant si nous ne devrions pas renforcer le système de gouvernance international pour mieux réglementer les opérations financières, mettre sur pied une nouvelle architecture de la finance mondiale. Un nouveau système de 'Bretton Woods', un nouvel ordre mondial pour les finances.

Premier constat: on n'est plus dans le contexte après guerre des années 40 où il n'y avait que deux puissances mondiales financières- les États-Unis et la Grande Bretagne, qui négociaient un nouveau système financier.

Deuxième constat : il serait impossible maintenant que les grandes puissances seules mettent sur pied un nouveau système mondial. Le pouvoir est en train de passer des pays occidentaux, le G8 (États-Unis, Japon, Canada, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Russie), à un groupe élargi de puissances émergentes, le G20 (Chine, Inde, Brésil, etc.).

Le bon côté de cette situation est que les pays non-occidentaux ont plus de pouvoir qu'avant et plus de place sur le forum international.

La difficulté est qu'il est extrêmement difficile de s'entendre sur les priorités et moyens aussi divergents que les intérêts des États-Unis, de la Chine, du Brésil, de l'Afrique du Sud ou de l'Inde. De plus, les intérêts des États-Unis sont encore au centre du système financier mondial.

On est très, très loin d'un système mondial financier comme celui de Bretton Woods.

Les rencontres du G-20 sont, car même, primordiales.

Cependant il faut constater que ces pays ont de la difficulté à produire un accord sur les fameux bonus que les banques distribuent à leurs agents financiers. On est loin d'un système financier renouvelé.

Il faut voir un nouvel ordre mondial comme un travail en cours. On n'y est pas encore.

Conclusion

Revenons au constat que toute action financière se situe dans un système politique national.

Le monde financier n'appartient pas à un lointain univers parallèle, mais est ici dans nos vies de tous les jours. Par nos comptes en banques, nos REERs, nos régimes de retraite, nos emprunts, nos hypothèques, nos placements à la bourse, nous sommes au cœur du système financier.

Nous sommes des participantes à ce grand jeu de finance quand nous cherchons des retours d'intérêts plus élevés sur nos placements. Mais nous sommes des participantes différentes quand nous investissons dans les placements plus éthiques et durables.

Oui, il y a un déficit démocratique dans les institutions financières internationales, mais il y a aussi un déficit démocratique au niveau national, nourri en grande partie par notre sentiment d'incompréhension et d'impuissance devant les enjeux financiers.

Pour revenir à la question : 'Qui détient le pouvoir ?'

-les gouvernements des pays riches ont déréglementé les pratiques et les normes des institutions financières et ils ont imposés ces normes mondialement. Les gouvernements peuvent réglementer à nouveau la finance. Ce que ça leur prend, c'est une vision et une volonté politique.

- c'est l'argent public qui 'sauve' les institutions financières; les populations ont un pouvoir considérable et peuvent exiger des comportements responsables des institutions financières en agissant auprès de leurs gouvernements.